

UNITÉ

LE JOURNAL DE L'OFFENSIVE SOCIALISTE (MJS)

"La jeunesse est la flamme de la révolution" Karl Liebknecht

ÉDITO

par Ugo Bernalicis

Nous fêtons les 40 ans de mai 68. Les luttes pour l'amélioration des libertés individuelles et collectives continuent de faire l'actualité de notre pays. Le souffle n'est pas tombé. La jeunesse prend toute sa part dans ce mouvement face à un président et un gouvernement de plus en plus hostiles à l'héritage social de notre pays. Les lycéens battent le pavé de puis plus de deux mois sans obtenir gain de cause. Et pourtant c'est tout de même 11 200 postes, assurant le service public d'éducation, qui sont supprimés par le ministre de l'Éducation Nationale, Monsieur Xavier Darcos.

Quant au chef de l'État, il se pavane dans une interview télévisée où on le découvre calme, serene, repent, jouant un mea culpa en forme de monologue et prophétisant: "ce n'est pas les français ne vivent pas mieux depuis que je suis au pouvoir, bien au contraire, mais ça va venir, tout n'est pas encore fait". Dans cette même interview, il nous explique, vis-à-vis du mouvement des lycéens, que "c'est normal d'être inquiet quand on est jeune, parce que si on n'est pas inquiet, c'est qu'on n'est pas jeune" (du Chirac dans le texte!). Je m'adresse donc au chef de l'exécutif:

Monsieur le Président,

Je suis jeune. Je ne suis pas inquiet parce que je suis jeune. Je suis inquiet parce que vous êtes à la tête d'un pays, de mon pays. Les jeunes ne veulent pas être inquiets, bien au contraire, ils veulent être optimistes et rassurés. Et ils y travaillent, regardez les dans la rue, avec leurs slogans florissants sur les pancartes comme: "Si on avait plus de postes, nos slogans seraient peut-être moins cons!" Vous jouez avec l'avenir de notre pays, vous jouez avec le feu, car la jeunesse est la flamme de la révolution!

À bientôt dans les rues.

Ne parlons pas du retour de la France dans l'OTAN et l'envoi de soldats français en Afghanistan (ce qui est criminel, car certains vont mourir). De Gaulle doit valser dans sa tombe au son de cette marche atlantique jouée par un de ses héritiers qui entretient son héritage comme un enfant indigne. La France candidate au poste d'aide de camp, au côté de l'Angleterre, monarchie qui a au moins la décence de demander un vote de la chambre des communes pour envoyer ses soldats se faire trouer la peau, contrairement à notre République où le général président décide de tout ce qui est militaire de façon discrétionnaire. Les courbettes de Raffarin en Chine, la diplomatie du portefeuille contre celle des droits de l'homme, la Françafrique, le silence sur les émeutes de la faim quand on gave de subventions les céréaliers-pollueurs en Europe, n'en parlons pas non plus, la France est le Pays des Droits-de-l'Homme, c'est son atout charme numéro un sur la scène mondiale.

Les socialistes, et les jeunes socialistes, ont donc du pain sur la planche. Il faut avoir à la fois critique et construire l'alternative. N'oublions pas qu'un congrès approche et qu'il donnera le ton des années à venir. Allons nous finalement opposer au sarkozysme un projet socialiste qui en impose? L'Offensive Socialiste se ra au rendez-vous et apportera sa pierre à l'édifice. Léon Blum disait: "On est socialiste à partir du moment où l'on se refuse à accepter la figuration actuelle des faits économiques comme nécessaires et éternels, à partir du moment où l'on a cessé de dire 'bah, c'est l'ordre des choses, il en a toujours été ainsi, et nous n'y changeons rien', à partir du moment où l'on a senti que ce soi-disant ordre des choses était en contradiction flagrante avec la volonté de justice, d'égalité, de solidarité qui vit en nous!" (discours De quoi est né le socialisme prononcé en 1936).



Photo de la nuit des barricades, 10 mai 1968, Anonyme



13 ans, plus tard, 10 mai 1981

SOMMAIRE

- Page 1 Edito, par Ugo Bernalicis
- Page 2 Le joli mois de mai, par Ernest Simon
- Page 3 Leçon à méditer... Par Julien Guérin
- Page 5 Un an de sarkozysme... par Tunjai Cilgi (AF 64)
- Page 6 Et maintenant... Que faire? Par Yoann Rouvière
- Page 7 Santa Cruz, les Hauts-de-Seine de Bolivie, Par Renaud Chenu
- Page 8 Brèves. La Logan, voiture du peuple? Fiers d'être de gauche, Gauche Avenir

LE JOLI MOIS DE MAI

Par Ernest Simon

Nicolas Sarkozy parlait de liquider Mai 68. Le raz-de-marée littéraire et médiatique de ces dernières semaines est une première réponse cinglante : Mai 68 fait parti du patrimoine social et politique de notre pays. Alors certes, il y a ce Mai 68 mondain que l'on nous retrace avec les "people" d'alors. Mais imputer cette révolution inachevée à quelques personnalités, c'est imputer la marée aux flots.

Une révolte internationale de la jeunesse

Derrière les pavés, il y a d'abord pour une classe d'âge, un contexte international mêlant guerre froide et guerres de décolonisation. Guerre d'Algérie, guerre du Vietnam, assassinat de Martin Luther King, dictature politique en Europe de l'Est, ces pratiques, avec leurs cortèges de tortures et de violences, entrent en contradiction avec les "acquis" de la seconde guerre mondiale : le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et la folle absurdité du racisme. La jeunesse ne veut pas aller se faire tuer pour rien : elle entre en conflit avec cette génération qui pour une part revendique un monde "libre" (Etats-Unis, France, Royaume-Uni d'un côté, Europe soviétisée de l'autre.) et qui pour une autre part s'est compromise dans le nazisme et ses avatars (Allemagne, Italie, Japon).

La révolte étudiante est aussi une formidable contestation de l'ordre moral. Il s'agit d'étendre les droits et les libertés des individus, dans un cadre collectif renouvelé. Loin d'un individualisme replié sur soi et du relativisme moral, Mai 68 se coupe le joug moralisateur de l'Eglise et de l'Etat, et invite au développement de nouvelles organisations collectives permettant le plein épanouissement des individus.

Mais si Mai 68 a marqué durablement les rapports sociaux en France, c'est que le mouvement étudiant, s'est doublé d'un des plus grands mouvements de grève de l'histoire de France, riche en enseignements, tant d'un point de vue syndical que politique.

Un des plus grands mouvements de grève de l'histoire de France

Mai 68 est le produit d'un long processus de luttes sociales qui commencent en 1963 avec la grève des mineurs, qui se poursuivent en mai 1966 et 1967, avec de ux journées nationales d'actions unitaires (1 à 2 millions de manifestants à chaque fois) contre les ordonnances de Pompidou sur la sécurité sociale. Si la révolte étudiante a pu servir de détonateur, c'est le

Si la révolte étudiante a pu servir de détonateur, c'est le mouvement de grève générale qui va faire trembler le régime. Au cours du mois de mai, la France est progressivement paralysée par des salariés qui se battent pour les salaires, la durée du travail et les conditions de travail.

"La liberté cogne aux murs de la prison sociale", comme l'écrivait le socialiste Jean Popere n. Le passé résiste mais l'avenir attaque si fort que de Gaulle quitte un temps la France. Comme dans toute révolution, c'est le moment charnière où se pose la question du double pouvoir, c'est-à-dire de la constitution d'un pouvoir né de la rue face au pouvoir officiel à démettre.

Le drame de Mai, c'est l'incapacité de la gauche d'"en haut" d'offrir un débouché à la crise venue du "bas".

Avec Mai, l'histoire rappelle que la grève générale ne se décrète pas mais qu'elle peut surgir au moment même où certains écrivaient que "la France s'ennuie". Une fois le mouvement lancé, c'est alors que l'on voit qui travaille, qui fait tourner la machine. Sans salariés, le patron, le rentier, l'actionnaire ne sont rien. Sans racines, la branche de vient sèche et morte.

«Pour un monde de jouissances à gagner, nous n'avons à perdre que l'ennui.»

Raoul Vaneigem

Traité de savoir-vivre à l'usage des jeunes générations

Mais la puissance d'un mouvement peut vite s'évaporer si elle n'est ne peut pas s'appuyer sur des organisations unies pour construire un débouché. En mai et juin 68, les syndicats n'arrivent pas à construire un front commun. La CGT, aux ordres d'un PC suivant la ligne de Moscou, est dépassée par un mouvement qu'elle ne

contrôle pas. Elle ne veut surtout pas poser la question du pouvoir alors que le PC juge que la politique extérieure de De Gaulle est "positive". Sur le plan politique, la situation n'est guère plus satisfaisante. On est bien loin d'un front unique. Le PC freine, l'extrême gauche est groupusculaire, la SFIO n'a pas terminé sa décomposition. Et pourtant, l'élection présidentielle de 1965 (avec la présence de Mitterrand au second tour) avait marqué un sacré coup de tonnerre : la conquête du pouvoir national était possible ! La gauche n'est pas unie et se dispute des postes de ministres alors qu'elle n'a pas encore le pouvoir. "Au dernier quart d'heure, la gauche n'a pas de solution, de Gaulle ne bat pas l'adversaire, il exploite sa carence. Il réoccupe la place que la gauche n'a pas conquise". (Jean Popere n, L'Unité de la gauche, 1975).

Les enseignements de Mai : l'unité de la gauche est indispensable

Les socialistes, particulièrement, n'ont pas trouvé leur place dans ce mouvement et ne peuvent donc être les porteurs de l'alternative. Mitterrand, surnommé alors "Kerenski" par les étudiants (du nom du chef du gouvernement provisoire russe après la révolution de Février de 1917, renversé en (suite page 3)

(suite de la page 2) octobre 1917 par les bolcheviks), sort mal en point du mois de mai. Il avait apporté un soutien mesuré au mouvement étudiant. Début mai, il déclarait ainsi, non sans subtilité, "la jeunesse a certes ses torts. Ce n'est pas un âge heureux. Mais une société qui la matraque a toujours tort quand elle n'a pas su le rouvrir les portes de l'histoire".

Le désastre électoral de juin 68 conduit Mitterrand, comme bien d'autres, à tirer comme enseignement de ces "événements" que l'unité de la gauche est le préalable indispensable à toute stratégie de conquête du pouvoir. Et c'est cette ligne politique qui l'emportera à Epinay en 1971, lors du congrès fondateur du Parti Socialiste. De même, la victoire de la gauche en 1981 est un effet différé de Mai 68 : la force propulsive de mai ne s'était pas dissipée et a pu se concrétiser dans une offre politique unitaire.

On a pu dire que la révolution se définissait comme "l'irruption des masses dans le domaine où se règle leurs destinées". En ce sens, Mai 68 a bien été "un moment révolutionnaire" : les salariés, les jeunes, la population dans une grande majorité ont bousculé les cadres établis et ont cherché, pendant que lques semaines, à prendre en main la gestion collective de leurs vies. Printemps des possibles, le mouvement n'a pas connu, à court terme, le succès qu'il était en droit d'attendre. Mais en même temps qu'il dégagait de la révolution, ce mouvement produisait de la civilisation. Et une civilisation, ça ne se liquide pas !

Le con à méditer pour les socialistes français en Angleterre comme en Italie le Blairisme conduit la gauche dans le mur. Par Julien Guérin

Les résultats des récentes élections législatives en Italie comme ce lui des municipales britanniques conduit au même constat : c'est une droite dure et ultra libérale qui l'a emportée contre une gauche prétendument modérée mais en réalité molle et sans identité précise, sans cap ni boussole. En Italie, Silvio Berlusconi est donc à nouveau Président du Conseil de six ans après sa défaite d'avril 2006. Allié aux post-fascistes d'Alliance Nationale et aux séparatistes xénophobes de la Ligue du Nord, il ne fait aucun doute que la politique qu'il souhaite mettre en oeuvre répondra aux impératifs du patronat le plus libéral et rétrograde et que ses intérêts personnels seront bien gardés. La droite a également conquis la mairie de Rome dont elle était privée de puis la fin de la seconde guerre mondiale... En Grande Bretagne, le

LE CHIFFON ROUGE

Chant de Mai 68, Michel Fugain

Accroche à ton cœur un morceau de chiffon rouge
Une fleur couleur de sang
Si tu veux vraiment que ça change et que ça bouge
Lève-toi car il est temps
Allons droit de vant vers la lumière
En montrant le poing et en serrant les dents
Nous réveillerons la terre entière
Et demain nos matins chantent
Com pagnon de colère com pagnon de combat
Toi que l'on faisait taire toi qui ne comptais pas
Tu vas pouvoir enfin le porter
Le chiffon rouge de la liberté
Car le monde sera ce que tu le feras
Plein d'amour de justice et de joie

Accroche à ton cœur un morceau de chiffon rouge
Une fleur couleur de sang
Si tu veux vraiment que ça change et que ça bouge
Lève-toi car il est temps
Tu crevais de faim dans ta misère
Tu vendais tes bras pour un morceau de pain
Mais ne crains plus rien le jour se lève
Et il fera bon vivre demain
Com pagnon de colère com pagnon de combat
Toi que l'on faisait taire toi qui ne comptais pas
Tu vas pouvoir enfin le porter
Le chiffon rouge de la liberté
Car le monde sera ce que tu le feras
Plein d'amour de justice et de joie

parti conservateur l'emporte largement lors des municipales, les travaillistes au pouvoir depuis 1997 n'arrivent même qu'en troisième position derrière les libéraux démocrates, équivalents du MODEM français. Dans ces deux pays, la gauche vient donc de connaître deux bérézina politiques dont il faut tirer toutes les leçons en vue du prochain congrès du PS français.

Car au delà de la catastrophe que constitue pour les classes populaires, les salariés et la jeunesse le retour au pouvoir de nos talgiques de Mussolini en Italie et la menace d'un retour pure et dur aux années Thatcher en Angleterre, ces résultats sonnent comme une claque pour tous les dirigeants socialistes qui lorgnaient sur ces soi-disant modèles. En février 2006, Ségolène Royal elle-même ne faisait-elle pas l'éloge de Blair dans le Financial Times, la bible des milieux d'affaires londoniens ? De puis que lques mois combien d'odes au nouveau parti démocrate italien a-t-on entendu ? On nous sommait de nous aligner sur cette pseudo rénovation à l'italienne pour enfin renouer avec le chemin de la victoire... Tous les leaders de la droite du PS se précipitaient à Rome pour (suite page 4)

(suite de la page 3) rencontrer le moderne et télégénique Walter Veltroni qui, selon eux, ne devait faire qu'une bouchée de Berlusconi. La fondation du parti démocrate avait provoqué l'enthousiasme de tous ceux qui veulent depuis longtemps que la gauche française s'aligne totalement sur les renoncements des social-démocrates européens.

En effet, la création de ce parti s'est fait par la fusion des démocrates chrétiens venus d'une organisation nommée la Marguerite et de tout un pan des Démocrates de gauche. Ce parti ne fait bien entendu plus aucune référence au socialisme démocratique ni même à la gauche de manière générale ! Il se positionne sans complexe au centre de l'échiquier politique et son projet n'est qu'un accompagnement et une adaptation à l'Europe libérale. D'ailleurs plusieurs élus de la nouvelle formation siègent au Parlement européen dans le groupe de François Bayrou où ils votent sans problème toutes les directives de libéralisation et de casse des services publics. C'est là l'ultime mue du Parti communiste italien, le plus influent d'Europe de l'ouest dans les années 70, qui avait en 1991 renoncé à son nom pour se transformer en parti des démocrates de gauche puis simplement en Démocrates de gauche de puis 1994 avec un programme de plus en plus recentré au fil des ans. Au pouvoir de 1996 à 2001 puis de 2006 à 2008, sa politique n'a jamais permis de faire reculer la menace Berlusconi. Au contraire, ce lui-ci l'a même emporté par trois fois contre cette gauche libérale qui, depuis longtemps, ne fait plus que rêver les éditorialistes mondains mais de moins en moins le peuple de gauche italien.

En avril 2006, Romano Prodi qui noue une coalition allant jusqu'à une partie de l'extrême gauche ne parvient à l'emporter que de justesse. C'est la chute de son gouvernement qui a entraîné des législatives anticipées. Veltroni s'est alors imposé comme chef de file du parti démocrate et a refusé toute union des forces de gauche contre Berlusconi qui, lui, avait rassemblé son camp sur un projet clair... On connaît la suite. Le parti démocrate qui a réalisé 37 % des voix est ce pendant parvenu à capter une majorité de l'électorat de gauche qui, malgré une campagne sans relief de Veltroni, ne voulait pas du retour au pouvoir de cette droite dure et arrogante. Du même coup les partis de la gauche radicale ont été siphonnés et avec seulement 3,2 % des suffrages, n'ont plus aucun élu au Parlement.. Là aussi c'est une leçon... quand le premier parti de gauche se déporte vers le centre c'est toute la gauche qui en paie le prix et c'est les salariés et les jeunes qui toujours trinquent de l'inconséquence de leurs dirigeants...

En Grande Bretagne, la situation est un peu différente bien que la leçon politique soit la même. Nous ne reviendrons pas ici sur le bilan de 10 ans de blairisme et d'alignement servile sur l'imperialisme US, mais un constat s'impose d'emblée au vu des dernières municipales : l'effondrement du parti travailliste (qui par ailleurs a perdu des milliers d'adhérents écœurés par sa politique et ses pratiques...) profite d'abord à la droite la plus libérale et la plus réactionnaire. Tous les partis socio-démocrates européens sont aujourd'hui battus lors des élections car ils n'incarnent pas d'alternative crédible et mobilisatrice pour les salariés. Un boulevard s'ouvre alors pour les solutions nationalistes, autoritaires et libérales dans toute l'UE.

En tous cas ces résultats terribles pour toute la gauche continentale doivent nous permettre d'en tirer d'utiles conclusions dans les débats en cours. Pour incarner la relève et le débouché politique aux luttes sociales, le PS ne peut prendre pour modèle l'expérience italienne qui a conduit à la catastrophe. D'ailleurs cette thèse s'est déjà vérifiée dans notre pays, le projet de centre gauche des socialistes défendu lors des trois dernières présidentielles a été chaque fois sèchement battu ! Il faut un projet qui remette au coeur ce qui a fondé l'identité du socialisme : la question sociale. Pour être audible, il faut fuir comme la peste tous ces donneurs de leçons mondains, carriéristes et en définitive ralliés à l'ordre dominant. Il faut parler haut et fort contre Sarkozy et sa clique, soutenir les résistances sociales, défendre la redistribution des richesses, l'augmentation des salaires, le code du travail, l'éducation pour tous, une autre Europe !

Il faut unir la gauche autour d'un programme hardi qui réponde enfin à l'urgence sociale sans se soumettre aux valeurs du libéralisme que sont devenus tous ces soi-disant rénovateurs qui nous conduisent partout à la défaite.

« Je pense que l'attachement de Margaret Thatcher à la libre entreprise était juste. La Grande Bretagne a surtout besoin de gens qui réussissent grâce à l'argent qu'ils gagnent »
Tony BLAIR, 1997

« Il faut reconnaître que Tony Blair a donné à son pays un formidable coup d'accélérateur et de dynamique [...], il a poussé en avant son pays. »
Ségolène Royal - Interview au Guardian - 3 mars 2006

« La plupart des gens ont abandonné depuis longtemps la représentation du monde inspirée du dogme de la droite et de la gauche. »
Manifeste de la « 3ème voie », signé en 1999 par Blair et Schröder

« L'Etat-providence crée plus de problèmes qu'il n'en résout »
Anthony Giddens, conseiller de Tony Blair et théoricien de la « 3ème voie ».

Un an de Sarkozyisme... et de mouvements sociaux

Par Tunjai Cilgi Animateur Fédéral 64

Le mouvement social suit le rythme de l'acharnement gouvernemental : universités, lycées, retraités, code du travail démantelé, modernisation du contrat du travail ; lycéens et caissières en grèves..., pouvoir d'achat en berne. Les cibles sont méthodiquement choisies. Les attaques sont menées avec prudence mais détermination.

En dépit de affinités plus ou moins déclarées de certaines organisations étudiantes avec le gouvernement, le mouvement pour l'abrogation de la "loi Pécresse" avait uni étudiants et lycéens dans un mouvement unitaire. Ce texte programme la privatisation, inavouée par le ministre de la tutelle, de l'Université française et instaure de facto une concurrence renforcée entre elles. Outre la suppression graduée des matières pour l'épanouissement collectif, autrement dit pour se forger une pensée critique, elle instaure la mise en place déguisée d'une sélection discrétionnaire à l'inscription et une dépendance progressive de celle-ci aux financements privés.

Cette fois, et victimes d'une répression policière scandaleuse, ce sont les lycéens qui battent le pavé contre la réforme du secondaire. Notamment des filières pro dont les suppressions en vue : du BEP, de l'obtention du Bac pro en 3 ans, au lieu de 4 auparavant ; des filières ES "pas assez rentable pour le gouvernement" ; de 11 à 12 000 postes d'enseignants. Suppression en vue, mais là, avec beaucoup plus de prudence, du Bac général dans sa forme actuelle qui lui "n'est pas assez vendeur aux entreprises". Et pour financer tout cela le pouvoir en place consent des aides fiscales pharaoniques (15 milliards €, à une minorité qui s'enrichit davantage sur le dos de la population laborieuse qui trimé. On détricote la richesse de ceux qui n'ont rien (le service public) pour alimenter l'épargne de ceux qui ont tout. Comment justifier la mise à la porte de 11 à 12 000 enseignants qui dispensent leurs cours dans des classes souvent surchargées ? La lutte contre l'échec scolaire est le cadet des soucis du gouvernement. Ainsi, la réduction du temps nécessaire à l'obtention du bac pro ne servira-t-elle pas à réduire par la même occasion les matières indispensables à l'épanouissement des élèves ? Cette réforme ne résulte pas du déficit budgétaire ou de la baisse du nombre de inscriptions, mais d'une logique comptable et d'un mépris des élèves.

Il faut enseigner le moins possible de matières susceptibles d'éveiller la curiosité et la conscience des élèves, mais faire tout pour qu'ils soient "opérationnels" à la demande du MEDEF.

Alors que l'unité des syndicats lycéens, étudiants et des travailleurs de vrait être le ciment d'un mouvement d'ampleur contre le démantèlement des services publics, les atomoiements et hésitations compromettent une lutte unitaire et massive, donc victorieuse. Sans quoi, aucune des attaques actuelles n'épargne notre génération et celle à venir. Il n'y a que dans l'unité et la solidarité que la lutte est possible, pour défendre et préserver nos plus belles conquêtes sociales.

L'histoire l'a prouvé et démontré avec Mai 68. Les manifestations des étudiants et des travailleurs, les comités de grèves, dans les usines

(Renault, les PTT...) occupées et bloquées par des rassemblements d'ouvriers. C'était 9 à 11 millions de manifestants, à travers tout l'hexagone. C'était une lutte collective et unitaire pour des droits sociaux et politiques légitimes.

40 ans plus tard, c'est le candidat de la droite dure à la présidence de 2007, qui provoque et vocifère violemment devant un parlement de 80 000 personnes conquises à sa cause qu'il "faut liquider [la mémoire et la conscience collective] de Mai 68". Devenu Président de la République, "bling-bling" veut mettre à genoux le salariat français, se croyant suffisamment légitimé par son score aux présidentielles. Pour ce faire il n'hésite pas avec son alter égo Fillon à attaquer de front les salariés sur les régimes spéciaux pour les aligner sur ceux du privé à 40 annuités de cotisations. Ils remplissent avec les 35 heures en les remettant en cause par des dispositions dérogatoires (loi TEPA) et la loi des 41 annuités.

Charité bien ordonnée commençant par soi-même, "bling-bling" ne se priva pas de multiplier par 2.3 son salaire (20 000 euros), pendant que le pouvoir d'achat en même temps que les salaires, en euros courant, chutent. Celui qui se voulait être le président du "pouvoir d'achat" n'est que celui des caisses vides et de l'augmentation programmée des bénéfices des grandes surfaces qui capent ce qu'il faut bien appeler une dime seigneuriale sur les biens de première nécessité. Il fait l'apologie de la liberté de choisir, quand cette même liberté ne sert que les profits des plus puissants, dont il est juge et partie. Il est le président de la liberté du renard dans le poulailler. La loi de modernisation du contrat de travail en est la preuve concrète, donnant la possibilité à l'employeur et le salarié de rompre le contrat "de gré à gré" : une foutaise ! Comme si le rapport de force entre employé et employeur était basé sur l'égalité, comme ci c'était le salarié qui décidait de faire des heures supplémentaires. A-t-il oublié que le salarié est attaché par un lien de subordination nommé "contrat de travail", donc, il ne décide de rien, il subit par sa position. Preuve par les faits : le stress et la pression au travail ont un fleau meurtrier.

Ces mouvements sociaux sont méprisés par un gouvernement dont la seule habileté est l'esquive. Le mouvement de grève des caissières ne l'illustre-t-il pas parfaitement ? Les caissières travaillent dans des conditions de travail désastreuses : cadence infernale pour salaire misérable. A l'heure où une poignée de privilégiés est grassement servie avec un CAC 40 à 105 Mrds € de bénéfices pour 2008, où des grands groupes croquent sous les bénéfices, où des milliards se négocient en une fraction de seconde et disparaissent celle d'après (mais jamais perdus pour tout le monde), des caissières luttent corps et âmes pour 0.90 centimes € d'augmentation du salaire horaire et un emploi en CDI à temps plein. De là à juger la situation moyenneuse...

Le temps de la rigueur salariale doit cesser. Il est du devoir de la gauche de porter et défendre cette revendication pour une augmentation générale de tous les salaires et le SMIC à 1500 € net, c'est plus qu'une urgence, c'est une nécessité absolue quand la pauvreté s'étend comme peau de chagrin en France. Quand on sait que les salariés français sont les champions du monde de la productivité horaire, il y a de quoi se dire que le patronat qui s'enrichit grâce à une telle excellence est redoutable mauvais payeur. Il y a cent fois plus de raisons de se révolter en mai 68, un soulèvement pourrait faire le fief d'un séisme de grande magnitude ?

Etm aintenant.. Que Faire ?

Par Yoann Rouvière

La défaite de la droite aux élections municipales et cantonales a démontré une fois de plus que les Français souhaitent plus que jamais une alternative au néo-libéralisme prôné par Sarkozy et consorts. Malgré un contexte à priori peu favorable à l'émergence de luttes revendicatives (de par la situation économique mondiale dominée par la récession économique aux États-Unis et de par la volonté accrue du gouvernement français qui ne cache plus sa volonté d'amplifier son offensive contre le salariat), force est de constater que le climat social tend vers la multiplication des luttes, qu'elles soient de nature défensive (cf. mouvement lycéen) ou bien de nature offensive (cf. la multiplication des grèves pour une revalorisation des salaires dans le secteur privé).

Il serait grand temps que ces attentes soient traduites politiquement, c'est en ce la que la préparation du prochain congrès du Parti Socialiste est au coeur de nos préoccupations. Le premier parti de la gauche devra donc en Octobre prochain choisir non seulement un nouveau premier secrétaire mais bien le bien débattre de son programme politique sur le fond. En ce la les échos médiatiques ne sont pas très encourageants, on nous promet un duel d'individualités là où nous Socialistes sommes avant tout attachés au débat idéologique. Va-t-on laisser étouffer ces débats pour permettre aux dirigeants du Parti Socialiste d'en appeler à l'ouverture au Modem ?... Prenons pour exemple ce qui s'est passé en Italie (cf. article de Julien Guérin). Il y a deux ans on nous la présentait comme "en avance sur nous" et elle avait réussi à battre Berlusconi, mais aujourd'hui le voile est bien tombé. Lorsque la gauche italienne a conduit une politique de droite sur le plan social et de division avec son aile gauche, elle s'est métamorphosée en gauche qui n'est plus de gauche. Résultat, elle récolte aujourd'hui l'abstention massive et une défaite totale laissant le champ libre à Berlusconi.

L'enjeu en France n'est pas très éloigné, si on laisse la droite du Parti Socialiste remporter le congrès, alors les mêmes causes produiront les mêmes effets. Si nous avons perdu la dernière présidentielle, ce n'est pas pour autant que la France s'est tout d'un coup réveillée comme sociologiquement de droite. Bien au contraire, c'est parce que les Français attendaient une réponse sur la question de l'augmentation du pouvoir d'achat. Notre candidat n'ayant su ou n'ayant voulu y répondre clairement, Sarkozy a été élu. Et c'est bien l'impossibilité de la droite de répondre à ce engagement qui a causé la débâcle de l'UMP aux dernières élections municipales.

Parce que nous voulons battre la droite pour changer la société, il nous faut dès à présent discuter les orientations de notre parti. Nous ne voulons pas d'un Parti Socialiste qui serait la caution de gauche du Modem et donc de la droite ; bien au contraire nous souhaitons un Parti Socialiste qui soit au coeur de la gauche, capable de traduire les aspirations de nos concitoyens. L'Offensive Socialiste en appelle au rassemblement au sein du parti pour l'élaboration d'une ligne politique à même de rassembler toute la

Gauche autour d'un projet commun. L'alternative ne nous suffira pas, nous voulons que la gauche porte une réelle alternative pour battre durablement la droite. Pour ce la nous nous associons à la démarche de "Démocratie et Socialisme" qui est "d'écrire et de proposer à la discussion de tous les militants socialistes, pour le Conseil national du 1er juillet, une contribution centrée essentiellement sur les questions sociales immédiates afin de répondre aux aspirations du salariat de notre pays. L'objectif est bien de participer à la constitution d'une majorité qui ancre à gauche notre parti, en s'adressant à tous, car il n'est pas question de préjuger à priori des regroupements qui peuvent avoir lieu." (cf. compte rendu de la réunion du comité de rédaction de Démocratie et Socialisme en date du 13 avril).

Parce que l'avenir du Parti Socialiste nous concerne, nous sommes prêts à l'élaboration, par le débat, d'un programme de transformation de la société, et ainsi déboucher sur un front unique nécessaire de toute la Gauche. Car c'est l'unique moyen de reléguer durablement la politique du Medef et de la droite dans les poubelles de l'histoire !

Santa Cruz, les Hauts-de-Seine de Bolivie.

Par Renaud Chenu

Imaginons qu'en France un pouvoir socialiste, démocratique, s'installe au pouvoir après des années de gestion d'une droite dure qui n'a gouverné que pour une minorité arrogante, socialement violente et fermée sur elle-même. Imaginons que cette minorité jure de reprendre le pouvoir (ce qui est bien normal, excepté pour des socialistes français) quitte à fractionner le pays, saper les institutions, briser le contrat qui lie les citoyens voire provoquer une guerre civile en accusant le pouvoir d'être anti-démocratique car il a eu l'audace non de s'en prendre à l'économie de marché mais juste de rééquilibrer le partage des richesses. Imaginons, car nous faisons là de la politique fiction, que la CIA, pour briser cette outrance égalitariste naissante, installe un bureau avec conseillers de tous poils dans le département le plus riche de France, à savoir les Hauts-de-Seine, et assure la casse qui dirige ce département (Balkani, Pasqua, Devedjian, cette bande de grands démocrates de vant l'Étème !) qu'elle peut provoquer une crise majeure en convoquant un référendum d'autonomie, illégal, pour ne plus avoir à verser une grande part de ses impôts à la nation et empêcher que les richesses de tous profitent à tous, et qu'elle aura son soutien en cas de grabuge. Imaginons ensuite que la presse étrangère trouve ça globalement normal et démocratique. Non, on ne peut pas imaginer ça car c'est du grand n'importe quoi. C'est pourtant ce qui se passe en Bolivie en ce moment et s'est illustré avec le référendum d'autonomie de la région Santa Cruz qui s'est déroulé dimanche 4 mai. Le président Hugo Chavez a eu le même genre de démêlés lorsqu'en 2003 le secteur pétrolier (le patronat ranchard) organisa en 2003 une grève (qui rappelle celle du secteur routier au Chili en 1973 pour faciliter le coup d'État militaire de Pinochet) qui tourna à l'insurrection pour tenter de le renverser. Ayant fait chou blanc, ses opposants les plus farouches tentèrent de le destituer légalement via un référendum "d'initiative populaire" le 20 août 2004 qui échoua. Toutes ces initiatives avaient l'aval de Washington, comprenez du chef du bureau de la CIA en poste dans ce

(suite de la p.6) Dans le grand jeu des tensions mondiales qui accompagne la période de redéfinition des zones d'influences géopolitiques pour le siècle qui est le nôtre, l'Amérique latine est la région du monde où le caractère de classe de ces tensions est le plus visible.

Un peu d'histoire à la louche.

Les États-Unis ont érigé ce sous-continent en chasse gardée de leur impérialisme de puis l'établissement de la "doctrine Monroe" en 1823. Cette doctrine trouvait sa légitimité historique dans le discours aux européens du président James Monroe le 2 décembre 1823 dans lequel il disait grosso modo chacun chez soi (sur son continent) et les moutons se sont bien gardés. Ce discours fut prononcé dans le contexte des guerres boliviennes de libérations nationales, de proclamations d'indépendances de jeunes nations qui avaient le soutien au moins moral des jeunes États-Unis qui avaient fait de même quarante ans auparavant et voyaient là des marchés qui s'ouvraient, une zone d'influence diplomatique malléable car constituée d'États encore faibles et le moyen d'affaiblir les grandes puissances européennes.

Du côté sud américain, les tentatives boliviennes de constitution d'une Grande Colombie, d'une République centro-américaine, d'États-Unis d'Amérique du Sud échouèrent, minées par les conflits inter-étatiques et les luttes intra-étatiques entre fédéralistes et centralistes qui ne s'imposèrent finalement que par l'action et la répression militaire des opposants. Les États nouvellement indépendants proclamèrent des constitutions inspirées de leurs aïeux américains et français mais les sociétés qui se mettaient en place se sont strictement oligarchiques, dominées par de grands propriétaires terriens qui tiennent la terre, les hommes, le pouvoir politique et économique. Les pauvres passent d'une domination à l'autre dans des sociétés où 80% de la terre appartient à 1% de la population. La réalité méritée des sociétés latino-américaines est totalement niée exceptée au Mexique tandis que la culture officielle est exclusivement européenne, catholique et positiviste. La violence domine et structure les sociétés. Violence politique, économique, sociale, religieuse. Le peuple vit sous l'impérium des oligarchies qui se font la guerre entre elles, militarise les sociétés et favorise l'émergence des Caudillos, des chefs militaires dont la prise de pouvoir est légitimée par leurs aptitudes de chef de guerre, d'homme d'action. Ils confient le pouvoir local à des Coroneles, des chefs locaux (les mêmes qui ont organisé le référendum d'autonomie en Bolivie), tenant leur pouvoir de leur richesse personnelle et de leur fidélité politique au chef. La violence politique et sociale de ces régimes provoque de nombreuses insurrections populaires, toujours instrumentalisées et réprimées : 100 000 morts lors d'une révolte colombienne vers 1890. Un bon roman politico-historique valant souvent mieux que mille cours d'histoire, lisez La guerre de la fin du monde, de Mario Vargas Llosa, vous comprendrez comment l'Amérique latine fonctionne encore dans pas mal d'endroits.

À l'aube du XXe siècle, les États-Unis pratiquent une politique de plus en plus interventionniste, dite du gros bâton (big stick), illustrée par l'intervention à Cuba 1898 pour soutenir la guerre d'indépendance (ils y ressemblent militairement jusqu'à leur retrait de 1902 - excepté à Guantanamo où ils sont toujours - en soutien à un gouvernement militaire qui gère ce qui est devenu de facto un protectorat américain). De Panama où les États-Unis financent et arment des indépendants en 1903 pour installer un État ayant comme seul but de protéger leur concession sur le canal, au Mexique où ils soutiennent Caranza puis Obregon dans leur guerre contre les armées rebelles d'Emiliano Zapata et Pancho Villa (le premier assassiné en 1919, le

second en 1923), les États-Unis se comportent à leur frontière sud comme dans une arrière-cour où la force prend le pas sur le droit. S'en suivra la politique de "bon voisinage" des années 30 aux années 60, impulsée par le président Franklin Roosevelt, où les États-Unis tolèrent (modérément) des atteintes à leurs intérêts. L'épisode de la baie des cochons à Cuba où Kennedy autorisa le débarquement d'une armée d'anti-cas tristes marquera la fin de cette politique et le début du soutien des États-Unis aux régimes fascistes et autoritaires qui s'installent sur le continent avec leur aide, sur fond de guerre froide sur le plan international et de conflits de classes de plus en plus durs dans tous les pays latino-américains. Le coup d'État du général Pinochet, financé par la CIA et déclenché sur ordre du président Nixon et de son conseiller à la sécurité nationale Kissinger (prix Nobel de la Paix en 1973 pour avoir négocié la paix au Vietnam), qui met fin au gouvernement démocratique et socialiste de Salvador Allende le 11 septembre 1973 en est la plus brillante illustration. Nixon a réussi à "butte ce fils de pute" selon ses propres termes, et Kissinger en rajouta en disant au président "Du temps d'Eisenhower, nous aurions été des héros." (Source, National Security Archives, déclassifiées). Ce coup d'État préfigura ce qui devint la doctrine Reagan que l'on peut résumer ainsi : tous les moyens sont bons pour lutter contre le socialisme et le communisme, y compris et surtout le coup d'État.

La transition démocratique qui s'opère depuis la fin des années 80 est due à la disparition de l'Union soviétique, au manque de soutien extérieur des dictatures et à l'émergence - et réémergence - de mouvements sociaux forts dans tous les pays (ouvriers, paysans, indigènes), mais les structures sociales et politiques héritées du XIXe siècle dominent toujours les sociétés.

En arrivant au pouvoir, Evo Morales, fils de paysans indiens pauvres, élu dès le premier tour à la présidence de la République bolivienne, le 18 décembre 2005 avec près de 54% des voix, déclara "500 ans de résistance indienne n'auront pas été vains". 500 ans de domination ne se lâchent pas comme ça, comme l'actualité le prouve. Suite au référendum d'autonomie où le "oui" l'a largement emporté, il s'est dit prêt jeudi 8 mai à soumettre son mandat et ce lui de neuf gouverneurs de départements à un référendum en déclarant "Si nous, les politiques, nous ne parvenons pas à nous mettre d'accord, il vaut mieux que le peuple décide du destin de son président et des préfets". A la stratégie de guerre civile de l'opposition "libérale" (comprendre profondément réactionnaire sur le plan social et libéral sur le plan économique selon les critères européens), Morales répond par la démocratie. Comme Hugo Chavez a répondu par la démocratie à toutes les tentatives de déstabilisation qu'il a dû affronter. Il était d'ailleurs très drôle de voir avec quel désappointement les commentateurs occidentaux durent se résigner à accepter que Chavez n'envisageait aucun coup d'État suite au rejet du référendum sur la modification de la constitution permettant à un président de faire plus de deux mandats. Le discours dominant sur ces deux hommes en Europe les présente comme "populistes de gauche" et amis des pires crapules de la planète, de Poutine à Ahmadinejad en passant par Hu Jintao et Castro. La brutalité des conflits politiques de la région ne sont guère compréhensibles si on ne les envisage à l'aune de l'histoire et de la réalité plus proche d'un féodalisme capitaliste que d'un libéralisme économique au sein d'un état de droit. Aucune "transition démocratique" ne mérite cette appellation si elle n'est accompagnée d'une transition sociale, qui ne se peut résulter que de conflits sur le partage des richesses, autrement dit sur la propriété des biens collectifs. Et les recherches d'alliances qu'on pourrait qualifier de douteuses ne trouvent leur source que dans l'anti-américanisme, qui s'il est crétin en France est plus que compréhensible quand on vit dans un pays où la CIA se comporte comme un cochon. D'ailleurs, à y regarder de près, la France n'a aucune leçon à donner en matière de diplomatie. ■

Logan : voiture du peuple ?

Par Laurent Johanny

Qu'il fait bon sentir (ça dure 2 secondes) le sentiment que Renault, entreprise bienfaitrice des droits de l'homme, traduit concrètement sa volonté de mettre en avant une société de consommation juste et équitable, ouverte à tous... même à l'Europe de l'est; sentir que cette industrie française veut faire profiter au monde entier et tout d'abord aux Européens de ses compétences, de son développement, et de son esprit d'entreprise "humaine". Renault, entreprise française, anciennement nationale d'ailleurs après une sombre époque de collaboration, se targue en effet dans les écrans publicitaires de produire une voiture familiale, fiable, ... et surtout pas chère.

Mais que demande le peuple ?

Le peuple Polonais, après l'enthousiasme (légitime) à l'arrivée de cette entreprise, a droit à des salaires dignes. Lorsque la filiale Dacia de Renault annonce des bénéfices records, supérieurs à ceux prévus, n'est-il pas légitime que les salariés de Renault revendiquent une part du gâteau. Et de quelle part parle-t-on ? 150 euros d'augmentation face à des millions d'euros. Notre chère entreprise française, telle une chimère assoiffée d'argent, s'est empressée d'allier ses usines dans l'est en prévision de l'entrée de la Pologne en Europe. Est-ce ce la le modèle européen que l'on veut défendre ?

Le peuple Français revendique le droit à une industrie française pour que les unités de production restent en France même si l'entreprise se développe à l'étranger. Les salariés Renault demandent le droit à des conditions de travail humaines, sans harcèlement comme c'est le cas dans le technocentre de cette entreprise. L'application de nouvelles règles de management (pour plus de rentabilité, de productivité, ...) a en effet honnêtement, inévitablement entraîné le pire, les faits sont avérés, plusieurs employés auxquels la direction demandait toujours plus (« pour gagner... la même chose ») se sont suicidés.

Quant au peuple Européen, si ce projet « Logan » doit être le signe d'une nouvelle industrie européenne, il le veut avec des conditions salariales tirées vers le haut, et non l'inverse. Que l'Europe fasse le choix du développement humain au détriment de la croissance (indicateur qui n'a plus de sens d'ailleurs) économique à tout prix.

Le consommateur européen quant à lui ne doit pas faire l'autruche et doit respecter les attentes de l'ouvrier européen, il ne doit pas répondre à ce tapage du pied d'une nouvelle « déflation sociale ». Ce n'est pas un appel au boycott de cette voiture tant les conditions économiques mènent beaucoup d'entre nous à la recherche du meilleur prix, mais bien un appel à une prise de conscience : Logan est le symbole de la volonté de la destruction du tissu industriel français par des capitalistes chevronnés.

BON BOUQUIN



"Fiers d'être de gauche". Ouvrage collectif de Gauche Avenir. Un outil qui jettera les bases d'une réflexion commune sur "comment, sur que les bases et dans que la direction" reconstruire la gauche, c'est à dire ce nous sommes collectivement, nous syndicalistes, militants politiques et associatifs se reconnaissant dans le mouvement ouvrier et démocratique. L'OS, à travers quelques individualités, s'associe à la démarche de Gauche Avenir qui a le mérite d'être volontariste, unitaire et démocratique. Excellente lecture en ce printemps commémoratif, pour mieux préparer un automne offensif.

Renaud C.

UNITÉ

Comité de Rédaction d'Unité

Jean-François Claudon (75) Thomas Chavigne (31)
Julien Guérin (43) Emilie Leblong-Masclat (35)
Laurent Johanny (94) David Torres (75)
Renaud Chenu (55) Tunjai Cilgi (64)
Ernest Simon (44) Yoann Rouvière (43)
Ugo Bernalicis (59) Pierre Cortese (63)

Numéro 11, mai 2008

Articles en ligne sur : www.democratie-socialisme.org/

Numéros téléchargeables sur :

<http://offensivesocialiste.wordpress.com/>

CONTACT OFFENSIVE SOCIALISTE

Je souhaite recevoir les anciens numéros d'Unité

Je souhaite rencontrer l'Offensive Socialiste

Je souhaite adhérer à l'Offensive Socialiste

Nom :

Prénom :

Groupe :

Fédération :

Adresse e-mail :

Téléphone :

Coupon à renvoyer à unite_journal@yahoo.fr

Nos amis : Le militant (<http://www.le-militant.org/>); Parti Pris (<http://www.partipris.org/>); Gauche Avenir (<http://www.gauche-avenir.org/>); TAG (<http://transformeragauche.fr/>); Trait d'Union (<http://www.traitdunion.org/index.php>); RAG (<http://www.2007lagauche.net/>); Priorité à gauche (<http://prioriteagauche.typepad.fr/>); NPS (<http://www.nouveaup.s.org/>); PRS (<http://www.pourlarepubliquedesociale.org/>)

LISEZ UNITÉ, LE JOURNAL DE L'OFFENSIVE SOCIALISTE

<http://offensivesocialiste.wordpress.com/>